

L'HÉGÉMONIE ANACHRONIQUE DU PIB

Yves Besançon

Réseau Canopé | « Idées économiques et sociales »

2013/3 N° 173 | pages 43 à 48

ISSN 2257-5111

ISBN 9771636569001

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-3-page-43.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Réseau Canopé.

© Réseau Canopé. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'hégémonie anachronique du PIB¹

On ne saurait trop rappeler aux décideurs publics que la nuance subtile entre croissance du produit intérieur brut (PIB) et progression du bien-être ne date pas d'hier. L'inventeur du PIB, Simon Kuznets, prévenait déjà en 1934 que « la mesure du revenu national peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation ». Dans un contexte de poursuite de la croissance du PIB par habitant, la double crise de l'écosystème et des inégalités économiques et sociales qui s'est ouverte depuis une trentaine d'années, soulignant de façon flagrante les limites conceptuelles et méthodologiques du PIB comme agrégat de mesure du « bonheur » dans nos sociétés d'opulence, n'a pourtant pas remis en cause la place importante qu'il occupe dans le discours politique et la conduite de la politique économique. Et pourtant celle-ci est presque anachronique au regard, d'une part, d'une réflexion déjà bien engagée sur la construction de nouveaux indicateurs complémentaires ou alternatifs au PIB et, d'autre part, d'une légitimité renforcée des thèses contestant la soutenabilité de sa croissance dans la logique du modèle libéral-productiviste qui a marqué les deux derniers siècles depuis le début de la première révolution industrielle.

Tout citoyen un minimum informé a entendu parler au moins une fois dans sa vie de ce fameux produit intérieur brut (PIB), qui mesure le montant des richesses produites dans une économie. Périodiquement, ses évolutions passées et prévues publiées par les différents instituts d'études économiques, dont l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), chargé de l'élaboration du cadre comptable dans lequel il est calculé, sont commentées religieusement par les médias. Et nos gouvernants font de sa croissance une véritable obsession en la présentant encore comme le seul chemin obligé de la progression du bien-être de nos sociétés et du retour au plein emploi de la force de travail. Or, si les critiques à l'encontre de cet agrégat macroéconomique ne sont pas nouvelles, et si les travaux sont nombreux pour mettre en lumière ses imperfections [1 et 2]², il semble bien que son hégémonie reste malheureusement toujours d'actualité, et dans la macroéconomie contemporaine, et sur le tableau de bord des dirigeants dans le pilotage de la politique économique. Constat pour le moins surprenant dans le contexte actuel de l'aggravation des inégalités et de la crise écologique, où l'utilisation d'autres indicateurs,

parallèlement au PIB, s'imposerait plus que jamais dans la définition de la feuille de route des pouvoirs publics, avec par exemple des objectifs chiffrés contraignants sur la réduction du taux de risque de pauvreté après transferts sociaux ou encore l'augmentation de l'espérance de vie en bonne santé. Preuve, s'il en était besoin, que le règne du dogme libéral-productiviste de la croissance infinie que défendent encore, par cupidité et/ou lâcheté, la plupart des gouvernants de la planète a encore de longues années devant lui, au plus grand mépris des intérêts des générations futures. Rappelons les principales défaillances du PIB et faisons un état des lieux sur quelques autres indicateurs complémentaires ou alternatifs précieux³.

La comptabilisation des richesses produites par le PIB

Au préalable, quelques considérations méthodologiques sur la construction comptable du PIB. Une première ébauche du PIB est donnée par les travaux pionniers de l'économiste américain Simon Kuznets en 1934, mais c'est dans le cadre de la naissance de la comptabilité nationale au cours de la décennie des

Yves Besançon,
professeur de SES
au lycée Édouard-Belin
à Vesoul (70)

¹ Article initialement paru sur : <http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-besancon>.

² Les nombres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

³ Lire en particulier un dossier très intéressant de l'Insee consacré à ce sujet : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ecofra08c.pdf. On pourra aussi se référer à l'ouvrage excellent de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice [3].

années 1940 que l'indicateur est vraiment élaboré. Rappelons succinctement sa méthode d'évaluation. Tout d'abord, comprenons bien qu'il s'agit d'une évaluation monétaire de l'ensemble des richesses produites sur le territoire économique national sous forme de biens et de services marchands ou non marchands, au cours d'une période donnée (année ou trimestre). De ce point de vue-là, il est utile de rappeler, n'en déplaise aux détracteurs de la dépense publique, que la richesse créée par les services publics est comptabilisée dans le PIB non marchand, mais, puisque ces derniers ne sont pas vendus sur un marché, ils sont par convention évalués à partir de leurs coûts de production.

Afin d'éviter de compter plusieurs fois la même chose, le comptable national ne va pas additionner dans le PIB toutes les valeurs marchandes observées sur le marché des biens et services, mais ce qu'il appelle les valeurs ajoutées brutes, à savoir ce que chaque agent

l'inflation, est appelé PIB en volume ou encore PIB réel, et son taux de variation – si positif – donne le chiffre culte tant médiatisé de la croissance économique. La toute-puissante influence du dogme de la croissance maximale et infinie passant par là, si ce PIB en volume baisse, les us et coutumes langagiers dominants préfèrent utiliser l'expression oxymorique de « croissance négative ». Il s'agit probablement de conjurer le mauvais sort jeté par l'emploi de la notion pourtant bien appropriée en pareille circonstance, à savoir tout simplement la décroissance économique... mais expression ô combien maléfique pour les grands rentiers de la croissance économique !

Le découplage contemporain dans les pays riches entre PIB et bien-être

Dès les années 1970, dans la trajectoire des préoccupations environnementales du Club de Rome

“ Dès les années 1970, des travaux mettent en évidence le découplage entre le PIB et le bien-être ”

crée réellement comme richesse. Ainsi, pour un boulanger, le prix de sa baguette ne correspond pas à la valeur de la richesse qu'il a réellement créée car pour la produire il a dû utiliser des consommations intermédiaires (farine, eau, etc.), constituant elles-mêmes de la richesse matérielle produite par d'autres agents économiques. Au final, pour apprécier le flux de richesse réalisé par chaque unité productive, on calcule la valeur ajoutée brute, définie comme la différence entre la valeur de la production et le montant des consommations intermédiaires qui ont été nécessaires à celle-ci. Et en agrégeant l'ensemble des valeurs ajoutées des unités productives résidentes, on obtient notre fameux PIB [4 et 5]. Pour compléter ce rapide survol comptable, il est important de noter que le PIB est donc une variable de flux (et non de stock), et que pour apprécier sa variation au cours du temps, il faut raisonner à prix constants afin de ne mesurer que l'évolution imputable à celle des quantités produites. Ce PIB fictif évalué à prix constants, donc corrigé de

dénonçant le caractère non soutenable de la croissance économique prédatrice des pays riches, des travaux mettent en évidence le découplage entre le PIB et le bien-être. Tout d'abord, le divorce est bel et bien subjectivement ressenti par les individus. Comme le montrent les travaux publiés en 1974 de l'économiste américain Richard Easterlin sur la relation entre richesse et bonheur, le niveau moyen de satisfaction déclaré reste globalement constant aux États-Unis depuis le milieu des années 1940 alors que le PIB réel (*i.e.* après correction de l'inflation) par habitant progresse, d'où le « paradoxe d'Easterlin ». Et le décrochage entre PIB et bien-être n'est pas seulement subjectivement vécu, mais il apparaît également bien réel si on prend comme mesure du bien-être d'autres indicateurs. Il en va ainsi de l'indicateur de santé sociale (ISS) mis au point aux États-Unis, regroupant un ensemble de critères dont la santé, l'éducation, le chômage, la pauvreté et les inégalités, qui commence à baisser à partir de la fin des années 1960 alors que le PIB par habitant, lui, continue

sa course ascendante. Toujours au pays de l'Oncle Sam, le calcul de l'indice de progrès véritable (IPV), qui part de la consommation finale des ménages de laquelle il soustrait les dégâts sociaux et environnementaux causés par cette consommation, aboutit *in fine* à un gain net de seulement 40 % (résultats de 2002). Autrement dit, les prédatons de cette même consommation sur le capital social et le capital naturel seraient de l'ordre de 60 % de la richesse consommée ! Idem pour le Royaume-Uni : décrochage impressionnant à partir du début des années 1980 entre un PIB par habitant toujours en croissance et l'indice de bien-être économique (IBEE) qui stagne, puis baisse à partir du milieu des années 1980. En France, on retiendra les travaux de deux chercheurs, Florence Jany-Catrice et Rabih Zotti, de l'université Lille-I, qui reprennent l'ISS dans une perspective régionale⁴ : ainsi, alors que la région de l'Île-de-France apparaît première en termes de PIB par habitant, elle se

veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs. » Mais le noyau dur de l'explication est ailleurs et tient aux dégâts sociaux et environnementaux considérables générés par le type même de croissance économique consubstantiel au modèle libéral-productiviste, qui commencent à se manifester de façon criante depuis une quarantaine d'années. Avant d'aborder ces dégradations qui impactent négativement le bien-être des populations et sur lesquelles le PIB fait l'impasse ou très mauvaise mesure, notons que celui-ci ne prend pas en compte un certain nombre d'activités fondamentales du point de vue de la qualité du lien social et donc de la qualité de vie (le travail domestique – n'épousez pas votre femme de ménage, vous ferez baisser le PIB ! – et le bénévolat associatif, qui compense bien des carences

⁴ [Http://www.idies.org/index.php?post/Les-regions-francaises-face-a-leur-sante-sociale](http://www.idies.org/index.php?post/Les-regions-francaises-face-a-leur-sante-sociale).

“ Le pire de l'impasse du PIB se situe dans la comptabilisation des nuisances associées à la croissance économique ”

retrouve en 17^e position sur 22 dans le classement selon l'indicateur synthétique de santé sociale (16 variables sont prises en compte), en particulier du fait de l'ampleur des inégalités en son sein.

La rupture contemporaine entre PIB et bien-être ressenti et effectif n'est certainement pas étrangère aux frustrations inhérentes à une société de consommation de masse du « toujours plus », où l'homme en vient à se rendre malade de ne jamais posséder assez, surtout si son voisin possède plus que lui, et à se livrer à un gaspillage croissant dans une consommation frénétique [6]. Bref, la pathologie dégénérative morbide du désir insatiable de l'accumulation que Karl Marx avait dénoncée dès 1847 dans *Travail salarié et capital* : « Une maison peut être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles aussi, elle satisfait à tout ce que l'on exige socialement d'une maison. Mais s'il s'élève à côté de la petite maison un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de la chaumière. [...] Et au cours de la civilisation, elle peut s'agrandir tant qu'elle

de la solidarité collective face à la nouvelle pauvreté en ces temps de remise en cause de l'État-providence). Le PIB fait également abstraction du degré des inégalités dans la répartition des revenus, dimension pourtant déterminante du point de vue de la cohésion sociale et donc du bien vivre ensemble. Que le gâteau produit et les revenus correspondants soient accaparés par quelques-uns ou équitablement répartis, le PIB vous dira la même chose et son évolution ne vous informera nullement de la montée impressionnante des inégalités durant ces trente dernières années et du processus de balkanisation des sociétés en cours dans les pays des deux hémisphères de la planète. Cet aspect des inégalités est d'autant plus important dans la critique de cet agrégat que la crise écologique actuelle l'aggrave en frappant toujours davantage les plus démunis. Il en va ainsi des industries polluantes que les pays riches délocalisent dans les pays pauvres ou encore des catastrophes climatiques à répétition impactant majoritairement les plus fragiles – et cela non seulement dans

les pays du Sud, mais aussi dans les pays riches (pour exemple la canicule de 2003 et ses 15 000 victimes en France, pour une grande partie des personnes âgées socialement défavorisées).

Le pire de l'impasse du PIB se situe donc dans la comptabilisation des nuisances associées à la croissance économique, dont l'ampleur est aujourd'hui telle qu'il apparaît urgentissime de prendre en compte dans la conduite de la politique économique d'autres indicateurs et de définir une autre macroéconomie, une « macroéconomie écologique ⁵ » selon l'économiste Tim Jackson [7], partisan des thèses de la décroissance heureuse. D'une part, les dégradations environnementales ne sont pas comptées négativement dans le PIB. À commencer par la pollution atmosphérique et le réchauffement climatique – et les catastrophes climatiques associées – entraînés par l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole et

au même titre que les dépenses publiques occasionnées par la construction d'une école ou d'un hôpital. Ainsi, lorsque vous serez victime d'un accident de la route ou d'une inondation suite à une catastrophe naturelle, n'hésitez pas à philosopher en vous disant que si votre bonheur matériel se dégrade, le PIB, lui, va augmenter grâce à votre malheur ! Enfin, comme sa dénomination l'indique, ce produit intérieur est dit « brut » car il comprend les dépenses d'amortissement liées à l'usure du capital fixe, regroupées dans ce que les comptables nationaux appellent la consommation de capital fixe (CCF). Pour faire simple, il s'agit de l'usure des machines et bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité productive. En toute rigueur méthodologique, il serait souhaitable de retirer du PIB cette valeur qui, fondamentalement, correspond à une destruction et non à une création de richesses pour raisonner en produit intérieur net. Néanmoins, pour

5 Et sociale !

⁵ Le concept de développement durable (*sustainable development* en anglais) apparaît en 1987 dans le rapport Brundtland, officiellement intitulé « Notre avenir à tous », de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies.

“ Le PIB est l'héritage statistique d'un culte d'un autre temps, celui de la croissance obligée et infinie ”

gaz naturel) dont la combustion provoque l'émission de gaz à effet de serre qui impactent la couche d'ozone. Il en va de même des multiples conséquences dramatiques des dérives associées à une croissance effrénée et cupide comme la déforestation galopante, la réduction de la biodiversité, la surpêche, l'épuisement des ressources naturelles et toutes les pollutions héritées du productivisme agricole. Idem pour les dégâts sociaux de la croissance du PIB comme la dégradation des conditions de travail associée à la course aux gains de productivité exacerbée dans le contexte actuel de la mondialisation. D'autre part, un grand nombre de dégradations viennent gonfler artificiellement le PIB, telles les dépenses de dépollution, en particulier celles générées par les catastrophes écologiques, ou de collecte et de traitement des déchets, ou encore sur le plan social celles liées à la délinquance : autant de coûts pour la collectivité qui ne mesurent pas vraiment une progression du bien-être des populations, et qui pourtant sont comptabilisés positivement dans le PIB

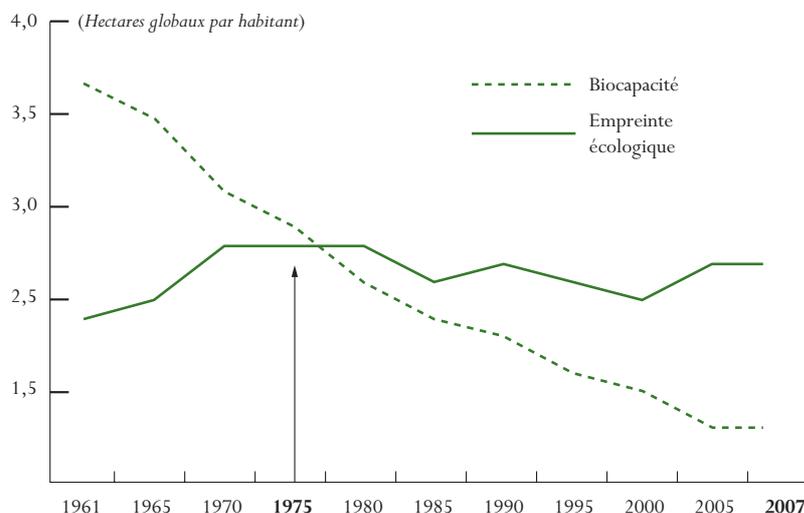
ce faire, faudrait-il disposer d'une évaluation régulière, précise et réaliste d'un phénomène compliqué à appréhender, notamment dans sa dimension technologique, et mesuré encore assez imparfaitement au niveau macroéconomique.

Des indicateurs complémentaires ou alternatifs au PIB dans la mesure du bien-être

Face à de telles imperfections du PIB, sa tyrannie médiatique apparaît presque anachronique, d'autant plus que la réflexion sur la dimension multidimensionnelle du bien-être et la construction d'indicateurs complémentaires ou alternatifs sont en mouvement depuis une quarantaine d'années. Mais si, par la prise en compte effective et opérationnelle d'indicateurs au service d'un développement durable au sens du rapport Brundtland ⁶, la prise de conscience politique de la nécessité de changer de logiciel de développement économique et social se fait jour, le courage

politique de nos gouvernants, quant à lui, fait encore cruellement défaut, dans les actes et même dans le discours encore étonnamment « croissanciste et productiviste ». Parmi les indicateurs précieux indispensables à l'appréhension du bien-être des sociétés, on ne rappellera pas ceux qui ont été déjà évoqués précédemment. On fera référence, en revanche, aux indicateurs de développement humain (IDH) et de la pauvreté humaine (IPH), tous deux créés dans les années 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement. L'IDH et l'IPH font partie de la catégorie des indicateurs composites, c'est-à-dire qu'ils synthétisent par un chiffre unique l'agrégation d'éléments hétérogènes. L'IDH, compris entre 0 et 1, prend en compte trois variables : la longévité à travers l'espérance de vie à la naissance, l'accès à l'éducation mesuré par les taux d'alphabétisation des adultes et de scolarisation, et le PIB par habitant. Cet indicateur est censé être d'autant plus proche de 1 que le niveau de développement du pays est élevé. Le calcul de l'IPH est, quant à lui, différencié selon qu'il s'agit d'un pays développé ou en développement. Pour les trois variables communes (longévité, niveau d'instruction et conditions de vie), les indicateurs ne seront pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un pays pauvre ou riche. Pour les pays développés, on intègre dans le calcul une quatrième variable, celle de l'exclusion sociale mesurée à travers la part des chômeurs de longue durée. Exprimé en pourcentage, l'IPH est donc d'autant plus fort que le pays est « pauvre ».

Des indicateurs composites incontestablement très utiles, mais largement incomplets car ils font notamment l'impasse, comme le PIB, sur le problème des inégalités et la question écologique. Sur cette dernière, précisément, on citera en particulier les indicateurs maintenant incontournables de niveau des émissions totales de gaz à effet de serre, de biocapacité – surface biologiquement productive effectivement disponible pour l'homme – et d'empreinte écologique – surface nécessaire pour produire ce que les hommes consomment et absorber leurs déchets. La comparaison de l'empreinte écologique avec la biocapacité est alors fondamentale : lorsque la première est supérieure à la seconde pour une zone donnée, comme c'est le cas depuis le milieu des années 1970 au niveau mondial (cf. graphique), alors l'exploitation de cette zone n'est pas durable, la différence négative entre la biocapacité et l'empreinte écologique mesurant la dépréciation du capital naturel ou l'état de « dépassement écologique ».



Quand l'empreinte écologique mondiale a dépassé la biocapacité de la Terre...
Source chiffres : Global Footprint Network, 2010 © Green et Vert 2011.

Comme le montrent ces deux courbes, on constate un « effet ciseaux » pour le moins explicite de l'ampleur de la crise écologique et du retard à l'allumage de l'action du politique : en 2008, dernière année disponible, l'empreinte écologique mondiale s'élevait à 2,7 hectares globaux par habitant pour une capacité biologique de 1,8 hectare par habitant. Principaux responsables de la dépréciation du capital naturel mondial, les rejets de dioxyde de carbone, qui représentent 55 % de l'empreinte écologique de l'humanité. Sur la base de ces indicateurs, une autre façon d'alerter l'opinion publique sur l'ampleur du défi écologique à relever est de rappeler que, si le mode de vie de l'Américain du Nord se généralisait à l'ensemble des pays du monde, il faudrait, ni plus ni moins, cinq planètes Terre – seulement deux planètes et demie pour l'Européen ou le Français !

Enfin, on terminera cet état des lieux non exhaustif en faisant référence à deux autres indicateurs utiles. Tout d'abord, l'intensité énergétique du produit intérieur brut, c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire pour produire un volume de richesses donné. Il est important que les pays veillent à améliorer leur efficacité énergétique en réduisant leur intensité énergétique, même si l'attention portée à cet indicateur ne suffit pas, loin s'en faut. En témoigne la hausse sur les deux dernières années disponibles, en 2009 et 2010, de l'intensité énergétique mondiale en dépit des efforts des pays riches au sein de leurs frontières. Cette augmentation s'explique à la fois par la forte croissance des économies émergentes et le déplacement de la production vers ces pays, où l'efficacité énergétique est bien moindre que celle des pays

riches. Enfin, un autre indicateur prometteur car il s'inscrit dans une optique de comptabilité de stocks, et non de flux comme le PIB, est celui proposé par la Banque mondiale : l'indicateur dit de « l'épargne nette ajustée ». Il s'agit d'exprimer la variation de l'ensemble de tous les capitaux, physique, naturel, humain, social et institutionnel, à l'occasion du cycle de production.

Pour conclure, le PIB, qui a été construit dans une logique productiviste et de reconstruction d'après-guerre pour mesurer la croissance économique et non le développement, encore moins le développement soutenable, est l'héritage statistique d'un culte d'un autre temps, celui de la croissance obligée et infinie vénéré par le nouveau monde qui se met en place à partir de la rupture de la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle. Ce culte a incontestablement contribué à une amélioration des conditions d'existence d'une partie de l'humanité que l'on peut mesurer à travers un important allongement de l'espérance de vie sur les deux derniers siècles. Mais, tout en ne permettant plus

de faire progresser réellement le bien-être des populations des pays riches, au moins sur les quatre dernières décennies, il est aussi à l'origine de la double crise contemporaine des inégalités et de l'écosystème hypothéquant gravement le développement pour les générations futures. Dans ces conditions, le pilotage d'un développement durable par les pouvoirs publics, quel que soit le type de soutenabilité envisagé, faible (pour les partisans de la croissance verte [8]) ou forte (pour les objecteurs de croissance [7, 9 et 10]), implique donc nécessairement et impérativement de sortir du champ statistique restrictif et aujourd'hui inadapté de la tyrannie du PIB, et de donner à ce dernier indicateur la juste place qu'il mérite dans le cadre d'une approche multidimensionnelle du bien-être. Cela suppose d'approfondir la réflexion sur la construction d'indicateurs de bien-être complémentaires ou alternatifs au PIB, et surtout de faire de ceux-ci les indicateurs phares de la conduite de la politique économique des pouvoirs publics au seul service d'un développement durable. Une véritable révolution reste encore à faire !

Bibliographie

- [1] MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., RANDERS J., BEHRENS W.W., *The Limits to Growth: A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*, New York, Universe Books, 1972.
- [2] STIGLITZ J., SEN A., FITOUSSI J.-P., *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, Odile Jacob, 2009 ; <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000427/0000.pdf>.
- [3] GADREY J., JANY-CATRICE F., *Les Nouveaux Indicateurs de richesses*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2005.
- [4] PIRIOU J.-P., *La Comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2008.
- [5] ARCHAMBAULT E., *Comptabilité nationale*, Paris, Economica, 6^e édition, 2003.
- [6] SCHOR J.B., *Travail, écologie : un autre futur est possible*, Paris, Institut Veblen-Charles-Léopold Mayer, 2013.
- [7] JACKSON T., *Prosperité sans croissance*, Paris, De Boeck, 2010.
- [8] CRIFO P., GLACHANT M., HALLEGATTE S., LAURENT É., RAPHAËL G., *L'Économie verte contre la crise*, Paris, PUF, 2012.
- [9] LATOUCHE S., *La Mégamachine. Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte, 2004.
- [10] GADREY J., *Adieu la croissance*, Paris, Les Petits matins, 2012.